HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLEON 1^{ER}*Racontée par un Vieux Soldat.*

1809

Il mit bientôt en mouvement le corps de Marmont ; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince de Lichtenstein les moyens de recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé.

On se battait dans les faubourgs de Znaïm, quand à sept heures du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice : les officiers des deux armées envoyés pour la faire connaître aux combattants n'y parvinrent qu'au péril de leur vie et revinrent blessés rendre compte de leur mission. L'armistice était d'un mois, avec quinze jours d'avertissement : il livrait à l'armée française plus du tiers du territoire autrichien, et huit millions d'habitants. L'empereur François ne reconnut cette trêve que le 18 juillet. Il désavoua d'abord son frère, qui avait si vaillamment combattu pour défendre la monarchie, qui la sauvait par la convention de Znaïm et lui conservait sa dernière armée.

Le roi Joachim, n'ayant pu obtenir de la consulta française le renvoi du pape, se réservait d'accomplir ses desseins par lui-même. En effet, vers la fin de juin, il fit demander au saint-père une réponse catégorique sur la proposition de L'empereur. Pie VII, qui y avait déjà répondu par l'excommunication, refusa d'autres explications. Le 6 juillet, jour de la bataille de Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande menaçant Sa Sainteté d'un enlèvement si elle persistait dans son refus. Pie VII répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l'Empereur ; il

donna ordre de barricader son palais, et s'y renferma noblement, attendant l'événement. Le général Radet osa pénétrer jusqu'à lui, en escaladant les murailles. Il était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure et de n'opposer ensuite aucune résistance. Pie VII monta avec Radet dans une calèche, et partit comme un criminel d'État sous l'escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Joachim, de sa seule autorité, tenta de terminer la lutte entre les deux pouvoirs qui seuls alors dominaient l'Europe. Le pape gagna à cette odieuse et impolitique violence la couronne du martyr ; la tiare, prisonnière, n'en devint que plus sacrée. Rome, l'impassible Rome, se rappelant sans doute les vicissitudes de son histoire, assista presque sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Cependant toute la haute Italie se trouve à genoux sur le passage du saint-père ; il arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution.

Pendant ce temps, les conférences d'Altenbourg continuaient sans se terminer. On négociait de part et d'autre, l'épée au côté. La France demandait cent millions de contribution de guerre, l'Autriche n'en voulait donner que la moitié. Un événement inattendu mit fin à cette discussion. On était au 13 octobre ; les troupes défilaient à Schönbrunn devant Napoléon ; un étudiant nommé Frédéric Stabs, âgé de dix-huit ans, fils d'un ministre protestant de Hambourg, s'avança tout d'un coup vers l'Empereur, placé entre le prince de Neuchâtel et le général Rapp, aide de camp de service, et lui adressa la parole en allemand. Napoléon accueillit ce jeune homme avec bonté, et le renvoya au général Rapp, qui parlait sa langue. Stabs, passant derrière la foule, se rapprocha encore de Napoléon. En éloignant Stabs, Rapp sentit une arme cachée ; il le fit saisir par un gendarme qui l'entraîna. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait. Ramené en présence de Napoléon, il déclara qu'il était venu pour délivrer son pays de l'oppression de l'Allemagne. Napoléon inclinait à le regarder comme malade ou comme fou. "Ni l'un ni l'autre !" s'écria Stabs. Corvisart, ayant été consulté lui tâta le pouls et répondit : "Monsieur se porte bien. — Je vous l'avais bien dit," reprit Stabs, avec une sorte de satisfaction. Napoléon, vivement frappé de l'assurance de ce malheureux, lui promit sa grâce s'il demandait pardon de son crime. Stabs avoua qu'il n'avait que le regret de n'avoir pu réussir. "Il paraît qu'un crime

n'est rien pour vous ? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait trouvé sur vous ? — Celui de ma meilleure amie, de la fille adoptive de mon vertueux père. — Quoi ! votre cœur est ouvert à des sentiments si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre des êtres que vous aimez ? — J'ai cédé à une voix plus forte que celle de la tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper ? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Celle que vous chérissez sera bien affligée. — Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi ; elle vous hait autant que je vous hais moi-même. — Si je vous faisais grâce. — Je ne vous tuerais pas moins." Stabs fut encore interrogé en prison et persista dans ses aveux. Il refusa toute nourriture depuis le jour de son arrestation jusqu'au 17, où il subit son arrêt. Arrivé au lieu de l'exécution, on lui annonça que la paix venait d'être signée, et il s'écria : "*Vive la liberté ! vive l'Allemagne !*" Ce furent ses dernières paroles. Jusqu'au moment fatal, Napoléon penchait pour le pardon, et peu s'en fallut que Stabs ne conservât la vie.

Depuis le 11 octobre, de sérieuses difficultés s'étaient élevées entre les plénipotentiaires français et autrichiens, et nos corps d'armée avaient reçu l'ordre de se tenir prêts pour une nouvelle campagne. Frappé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, le prince de Lichtenstein se sacrifia. Il accorda quatre-vingt-cinq millions de contribution au lieu de cinquante, et le 14, dans la nuit, il signa, les larmes aux yeux, le traité de Vienne.

Le 15, Napoléon partit pour Munich, où il devait attendre la ratification encore incertaine de l'empereur d'Autriche. Des signaux furent placés sur la route, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, l'empereur avait remis le commandement au major général, en lui donnant les ordres les plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de l'évacuation, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces dispositions, il enjoignait à Berthier de faire sauter les bastions de Vienne, et plus tard les fortifications de Brunn, Raab, Gratz ; de démolir entièrement les travaux de Spitz, mais seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Napoléon en reçut la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité.